



HAL
open science

Mirages du technosolutionnisme

François Jarrige

► **To cite this version:**

François Jarrige. Mirages du technosolutionnisme. A. Burlaud, A. Popelard et G. Rzepski [dir.], Le nouveau monde. Tableau de la France néolibérale, Editions Amsterdam, pp.279-288, 2021. hal-03545360

HAL Id: hal-03545360

<https://u-bourgogne.hal.science/hal-03545360>

Submitted on 3 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mirages du technosolutionnisme

François Jarrige

« Le numérique n'est pas un secteur : c'est une transformation profonde de nos façons de produire, de consommer, d'apprendre, de travailler, d'échanger ; de vivre, tout simplement. » Le candidat Macron l'avait annoncé ; le président l'a fait : son quinquennat a mis en exergue la question du numérique, comme le montre l'importance acquise par le secrétariat d'État chargé du sujet. Si Jacques Chirac avait, dès 1995, nommé François Fillon ministre des « Technologies de l'information », c'est Nicolas Sarkozy qui pérennise la fonction avec un portefeuille consacré à « l'économie numérique ». Puis Axelle Lemaire, l'une des trois secrétaires d'État au Numérique de François Hollande, lance la *French Tech* avant de rejoindre en 2018 le cabinet de conseil Roland Berger afin de développer « Terra Numerata », « un éco-système mondial regroupant des jeunes pousses et entreprises innovantes », selon le jargon en vigueur. Il y a peu de domaines où les conflits d'intérêts et les circulations entre l'industrie et l'État sont plus manifestes que celui-ci.

Depuis 2017, deux figures ont occupé le poste de « secrétaire d'État au numérique ». Le premier, Mounir Mahjoubi, issu d'une famille d'ouvriers immigrés, devait incarner la promotion méritocratique et « l'ouverture ». Technicien réseau chez Club Internet, il obtient un master en finance et stratégie de Sciences Po, et s'essaye – sans succès – à la création de startups. L'opportunisme politique le conduit à rejoindre le sommet de l'État. Il n'en abandonne pas pour autant ses projets, comme ce « French Bureau » qui « accompagne de grandes entreprises dans leur démarche d'innovation ». Candidat malheureux aux élections municipales à Paris en 2019, il est remplacé au gouvernement par Cédric O. Le nouveau secrétaire d'État, diplômé d'HEC en 2006, a d'abord été un proche de Dominique Strauss-Kahn. Chargé de mission auprès du directeur industriel de Safran, puis responsable de production du même groupe de haute technologie entre 2014 et 2017, il devient ensuite conseiller du président de la République sur les questions numériques, tout en supervisant la privatisation du groupe Aéroports de Paris. Dans l'ombre, il est alors l'un des artisans majeurs de la politique numérique. Il est aussi

l'un des principaux relais des lobbys du secteur au sommet de l'État et l'organisateur d'évènements comme « Tech for Good » ou « Choose France », censés attirer les acteurs du numérique en France¹.

Resté relativement discret sur le plan médiatique depuis sa nomination au gouvernement, Cédric O encourage les initiatives de la direction interministérielle du numérique (DINUM). Il soutient l'essor de la reconnaissance faciale et lance la création d'un « Next 40 », une sorte de CAC 40 des startups du numérique. C'est lui également qui porte le projet d'application Stop Covid, ou le dossier de la 5G. Au nom du progrès, de l'emploi, de la compétition internationale et, désormais, des impératifs sanitaires, le déferlement numérique offre ainsi des opportunités pour faire carrière et remodeler l'État. Dans les cercles du pouvoir, ses partisans réactivent le pire du « bluff technologique », dénoncé en son temps par Jacques Ellul, ou ce que le militant Evgeny Morozov a proposé plus récemment d'appeler le « solutionnisme technologique » et « l'internet-centrisme », sorte de nouvelle religion du présent fondé sur une confiance excessive et naïve dans les solutions technologiques censées résoudre tous les problèmes².

Macron et la comédie de la tech

Rien ne prédisposait Emmanuel Macron à embrasser la cause du capitalisme numérique : haut fonctionnaire puis banquier, il en était peu familier. Mais à partir de sa nomination au ministère de l'Économie en 2014, il s'appuie de plus en plus sur le milieu de la *French Tech* et se rend à Las Vegas au Consumer Electronics Show (CES), la grande convention mondiale annuelle des startups. Depuis, on ne compte plus ses rencontres avec le patronat modernisateur : inauguration en 2017 de la Station F de Xavier Niel, près de la gare d'Austerlitz à Paris, sommet « Tech for Good » à l'Élysée en 2019, lancement en grande pompe du « French Digital Day » la même année. Le 15 septembre

1 Diane de Fortanier, Tiphaine Saliou et Guénaél Pépin, « Cédric O secrétaire d'État, les lobbys du numérique veulent croire en leur nouveau champion », *contexte.com*, 1^{er} avril 2019 ; « Lobbys tech, Venture Capital, LREM : l'écosystème de Cédric O pour piloter le numérique », *LaLettreA.fr*, 12 juin 2020.

2 Evgeny Morozov, *Pour tout résoudre, cliquez ici. L'aberration du solutionnisme technologique*, trad. fr. M.-C. Braud, Limoges, FYP, 2014.

2020, le président de la République conviait encore en son palais la fine fleur de la *French Tech* en ouverture d'une convention organisée par France Digitale, l'association qui fédère les entreprises du secteur. Devant un parterre de patrons, premiers de cordée de la nation, le président débloquait cinq milliards d'euros et affirmait qu'« évidemment », la 5G serait déployée sans délai. Un choix dans le sens de l'histoire et du progrès : pays des « Lumières » et de « l'innovation », la France ne saurait se laisser dicter ses volontés par d'archaïques grincheux, adeptes du « modèle Amish ».

Naguère, on s'acoquinait avec les dirigeants des entreprises chimiques, métallurgiques ou pétrolières ; aujourd'hui, ce sont ceux du numérique qui ont leurs entrées au palais³. La langue de cette « noblesse d'État » « modernisatrice » se calque sur les discours publicitaires et managériaux des entrepreneurs du numérique. Le modèle « agile » de la startup est d'ailleurs revendiqué par l'entourage du président. En Marche s'apparente à un « parti-entreprise ». Pour le mouvement, le gouvernement et la France elle-même, un même projet : créée « from scratch » (à partir de rien), l'entité fonctionnera en mode « bottom up » (« de bas en haut ») afin de réaliser la « team ambiance ». L'élite au pouvoir se félicite de sa supériorité ; méprise les gens du commun ; réécrit l'histoire. Dans une interview, Cédric O justifie le tournant numérique en cours et les investissements massifs dans le secteur par un étonnant parallèle : « Rappelons-nous, affirme-t-il, que c'est parce qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, il y a eu des inventeurs et des entreprises qui ont développé la chimie, l'automobile, les chemins de fer et les avions, qu'aujourd'hui on a un modèle social qui est le nôtre et qu'on peut financer nos dépenses sociales⁴. » Rien n'est dit de l'essor du mouvement ouvrier, de ses luttes, des grandes crises sociopolitiques qui ont accompagné la formation de l'État

3 Attac et Fondation Copernic, *L'Imposture Macron. Un business model au service des puissants*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2018 ; B. Dolez, J. Fretel et R. Lefebvre (dir.), *L'Entreprise Macron. Sociologie d'une entreprise émergente*, Grenoble, PUG, 2019 ; Monique et Michel Pinçon-Charlot, *Le Président des ultra-riches. Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron*, Paris, La Découverte, 2019 ; Michel Turin, *Startup Mania*, Paris, Calmann-Lévy, 2020.

4 La Tribune TV Events, « #LaReentréeDeLaTech – Interview de Cédric O », YouTube, 9 septembre 2020. Il faut noter que l'intervieweur n'est pas un journaliste indépendant, mais un patron de startup : plus besoin de presse indépendante, puisque les autorités créent leur propre média et soutiennent financièrement des entrepreneurs qui en retour les interrogent de façon complaisante !

social, mais qu'importe. Le plan de relance annoncé à l'automne 2020 prévoit ainsi des milliards d'argent public pour les startups et les « innovations de rupture » (Intelligence artificielle, cloud, « big tech », cyber-sécurité, ordinateur quantique, « santé numérique », etc.) afin de créer les futures entreprises capables de rivaliser avec les grands groupes mondiaux. Pierre Musso a raison de souligner combien la figure d'Emmanuel Macron incarne « l'État-entreprise » à la française et la réactivation d'une véritable « mythologie agissante », une doxa technicienne qui façonne l'État et son action dans tous les domaines⁵.

La fascination des classes dominantes pour les nouvelles technologies

Il n'est pas inutile de revenir brièvement sur la généalogie du soutien des classes dominantes au numérique. Avec Macron, s'installe au pouvoir l'internet-centrisme. Cette vision du monde, qui s'est largement emparée des élites politiques, est fondée sur la croyance que le « numérique », résultat d'une mutation à la fois révolutionnaire et inéluctable, serait la nouvelle infrastructure de nos vies, dont les principes pourraient être appliqués à tous les aspects du réel, à la politique comme au système agricole ou scolaire. L'idéologie numérique érige en modèle le fonctionnement de l'internet comme s'il s'agissait d'une force ou un ensemble unique, dont le principe d'« ouverture » (*open*) serait applicable dans tous les domaines. Mais l'internet des années 1980, celui de l'an 2000 et celui des années 2020 n'ont sans doute pas grand-chose à voir entre eux. Et l'on peut à bon droit penser que l'utopie initiale s'est largement retournée en dystopie⁶. À cet égard, l'ère Macron constitue une sorte d'apogée des idéologies de la communication, des impasses du déterminisme technologique et de l'enthousiasme acritique pour l'informatique déjà dénoncées dans les années 1990 en France par Lucien Sfez, Armand Mattelart ou Philippe Breton⁷.

Plus profondément, la fascination des élites pour les innovations techniques trouve son origine au XIX^e siècle, quand la puissance des États commence à reposer sur un

⁵ Pierre Musso, *Le Temps de l'État-entreprise. Berlusconi, Trump, Macron*, Paris, Fayard, 2019.

⁶ Félix Tréguer, *L'Utopie déçue. Une contre-histoire d'Internet, XV^e-XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2019.

⁷ Philippe Breton, *Le Culte de l'Internet*, Paris, La Découverte, 2000.

capitalisme industriel et technologique dont la machine à vapeur fut sans doute le premier emblème. James Watt, promu héros national après 1830, est censé avoir dompté la nature pour la gloire de l'Angleterre⁸. De nombreuses autres figures prométhéennes suivront : Ford aux États-Unis, Bosch dans l'Allemagne nazie, les gourous de la Silicon Valley aujourd'hui... Les régimes autoritaires n'ont cessé de célébrer la technique et ses promesses d'émancipation. Sous le Second Empire, c'était le rôle des expositions universelles, vaste foire de la marchandise ; aujourd'hui, ce sont les shows de la *startup nation* et de la *tech* qui anesthésie et formate.

En France, les liens entre les élites, l'État et les entreprises privées ont été modelés de façon particulièrement forte par l'existence de corps issus des grandes écoles d'ingénieurs, à commencer par Polytechnique, qui devient un espace majeur de production de la « noblesse d'État ». Les X-Mines ou les X-Ponts, dont la légitimité et le pouvoir reposaient sur la promotion d'un nouvel ordre technique, ont ainsi façonné l'administration, modelé un conservatisme politique et social, tout en étendant son emprise sur la gestion des appareils industriels. Au xx^e siècle, les ingénieurs des grands corps d'État, à commencer par ceux des mines, n'ont cessé de circuler entre la sphère publique et les entreprises privées dont ils sont devenus les managers. Par la suite, les formations commerciales (HEC) et administratives (ENA) ont de plus en plus conduit à exercer ces fonctions. Pour tous ces groupes, la nouveauté technique était à la fois un moyen d'intervention sur le réel et un outil de légitimation de leur position.

Dans les années 1970 et 1980, ce ne sont pas des acteurs marginaux et contestataires, comme les *hippies* aux États-Unis, qui portent Internet, mais les élites technocratiques. Elles y voient une occasion de restaurer leur pouvoir sur de nouvelles bases, après la forte contestation de leur domination par des grèves massives et l'essor des mouvements écologistes dans la vague des années 1968. L'ordinateur doit permettre une bonne administration et une gestion rationnelle du monde : « À peine apparues, souligne François Cusset, les nouvelles machines sont l'objet d'un investissement fétichiste de la part de la frange éclairée du pouvoir, qui en fait un condensé de sa

8 Christine Macleod, *Heroes of Invention. Technology, Liberalism and British identity, 1750-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

propre science administrative et de sa compétence sociale⁹. » Dans les années 1970, Valéry Giscard d'Estaing incarne cette modernité progressiste. Il désigne deux hauts fonctionnaires afin qu'ils réfléchissent aux conséquences de ces bouleversements. Ce sera en 1978 le fameux rapport d'Alain Minc et Simon Nora, best-seller vendu à 125 000 exemplaires, qui dessine la feuille de route censée guider les actions de l'administration éclairée. Il en sortira le Minitel, sorte d'internet modelé par la rationalité bureaucratique. L'alliance entre les élites administratives et économiques autour de l'informatique est ainsi nouée et scellée pour longtemps.

Rétrospectivement, la trajectoire de l'un des auteurs paraît emblématique. Diplômé de l'école des Mines et de Sciences Po, sorti major de l'ENA en 1975, Alain Minc intègre l'Inspection générale des finances (1975-1979). Le rapport sur l'informatisation est son premier coup de maître : il l'installe comme une figure quasi prophétique. Dès 1979, il rejoint le groupe Saint-Gobain où il sera chargé notamment des prises de participation de l'entreprise dans l'industrie informatique. Cette longue carrière entre les médias, l'industrie et l'État à l'ère néolibérale, le conduit logiquement à devenir proche conseiller d'Emmanuel Macron.

Depuis la fin du XIX^e siècle, chaque génération a réinventé les circulations et alliances pour réaliser la fusion des élites administratives et économiques dont rêvaient tous les gouvernants depuis Napoléon. Le « pantouflage » n'a cessé de modeler les choix des élites hexagonales et de produire des effets délétères, alors que ces individus sont « plus imbus des préjugés des milieux d'affaire traditionnels, par souci de se fondre dans leur nouvelle catégorie d'élection¹⁰ ». Le Président et ceux qui l'entourent sont les héritiers les plus directs de ces générations de technocrates sûrs d'eux-mêmes, qui ont propulsé les modernisations productivistes et libérales après 1945, celles qui ont jeté le monde dans les crises permanentes et dans l'ère des catastrophes écologiques, sans jamais admettre la moindre part de responsabilité.

9 François Cusset, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2013.

10 Christophe Charle, « Le pantouflage en France (vers 1880-vers 1980) », *Annales*, n° 5, 1987, p. 1115-1137.

La conversion des élites technocratiques au langage des startups et à leur manière de voir s'est accélérée au début des années 2010, lorsque le numérique devient le nouvel horizon des promesses technoscientifiques. Les écoutes de la NSA, les « révolutions » du monde arabe qui auraient été portées par Facebook et Twitter, l'explosion des réseaux sociaux, l'impuissance face aux crises financières et aux ravages environnementaux : tout est prétexte à s'en remettre au numérique, censé offrir des solutions et des réponses pour affronter les crises. Mais, loin d'être un ensemble d'outils qu'un sage usage mettrait au service de l'émancipation, le numérique est une idéologie et un projet politique qui vise au pilotage automatique de la société. Il réactive le vieux rêve cybernétique d'un contrôle total qui permettrait enfin de gérer les populations sans avoir à négocier ou débattre, c'est-à-dire sans plus s'embarasser de la démocratie¹¹.

L'enfermement technologique

Dès les années 1980, le sociologue Dominique Boullier dénonce « la tyrannie du retard », c'est-à-dire le discours selon lequel la révolution numérique s'inscrirait dans le sens de l'histoire, rendue inéluctable par la compétition internationale. L'enfermement des élites dans cet imaginaire explique leur incapacité à agir face aux défis socio-écologiques. Élément fondamental des discours et des pratiques politiques depuis le xix^e siècle, la peur du retard se renforce après 1945. Elle participe de l'injonction permanente au changement¹² et accompagne la modernisation en commandant notamment, à la fin du régime gaullien, l'émergence des commissions du Plan et de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), mis au service de la grandeur du pays en associant étroitement industrie et recherche publique¹³. Ce discours public sur le retard joue toujours un rôle fondamental. Il repose sur une interprétation heureuse de la mondialisation et une glorification simpliste de « la science », en tant qu'elle permet de rivaliser avec les grandes puissances, sur le

11 Philippe Vion-Dury, *La Nouvelle Servitude volontaire. Enquête sur le projet politique de la Silicon Valley*, Limoges, FYP, 2014 ; Yaël Benayoun, *Technologies partout, démocratie nulle part. Plaidoyer pour que les choix technologiques deviennent l'affaire de tous*, Limoges, FYP, 2020

12 Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, 2019.

13 Julie Bouchard, *Comment le retard vient aux Français. Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité, 1940-1970*, Lille, Presses du Septentrion, 2008.

fondement de critères managériaux promus par des institutions comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La rhétorique tyrannique du « retard », avec sa promesse technoscientifique débridée, scande les éditoriaux et les discours politiques. Entre les deux confinements de l'année 2020, un chroniqueur économique du *Monde*, qui œuvrait auparavant aux *Échos*, s'indigne qu'en matière de numérique, « la France [fasse] figure de pays sous-développé¹⁴ ». Alors que tout concourt à la numérisation du pays à marche forcée depuis des années, l'éditorialiste défend l'adoption du modèle asiatique vanté pour sa capacité à soutenir les entreprises de technologies comme l'ont fait le Japon, la Corée, Singapour ou surtout la Chine. L'économiste libéral Philippe Aghion, propulsé en 2015 professeur au Collège de France, incarne aussi ce vieux discours sans cesse remis au goût du jour. Célébré comme un « modéré », ce conseiller de Macron en matière économique revalorise dans ses travaux la croissance, l'innovation et l'entreprise, l'entrepreneur comme condition du progrès des sociétés. Une resucée appauvrie de l'approche schumpetérienne caractéristique des décennies de modernisation de l'après-guerre.

Qu'il s'agisse de l'écologie, de l'école, de la ville, de la santé, dans tous les domaines on assiste au déferlement du numérique qui dispense de penser la racine des problèmes. En tout état de cause, la révolution numérique tant célébrée n'a rien d'immatériel : en France, les usages du numérique représentent déjà plus de 10 % de la consommation électrique, sans compter la fabrication des équipements ou leur traitement en fin de vie. En dépit de ce constat, l'État vante l'usage croissant des outils numériques et les impose à des populations souvent sceptiques. L'agriculture affronte une crise sociale et écologique massive ? Qu'à cela ne tienne, il faut accélérer la modernisation techno-industrielle pour la rendre compétitive... et la faire entrer dans l'ère du numérique et de la robotique : « l'e-agriculture » est désormais célébrée et promue dans les écoles d'ingénieurs comme dans les salons professionnels ; elle devient un marché pour les productions des startups numériques.

14 Philippe Escande, « En matière de numérique, c'est la France qui fait figure de pays sous-développé », *Le Monde*, 9 juillet 2020.

Ce technosolutionnisme s'impose aussi à la réforme de l'État, à la lutte contre les inégalités territoriales, ou encore aux crises de l'école. Le patronat du numérique éducatif s'appuie ainsi sur le soutien du gouvernement pour remettre en cause le service public de l'enseignement¹⁵. Certes, les politiques de soutien à la « Ed-Tech » ne sont pas inédites : depuis les années 1970, les ministres ont adopté d'innombrables plans « informatique », « technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement » (TICE) ou « numérique », comme le « plan Informatique pour tous » de Laurent Fabius en 1985. Mais, désormais, du haut au bas de l'échelle, l'institution s'est auto-disruptée, multipliant les instances, appelant à toujours plus d'accompagnement et d'outils de pilotage afin de décourager les résistances. Des portails de l'innovation se sont succédé sous différents noms, comme « l'Expérithèque » ou « l'Innovathèque ». L'influence des GAFAM comme Microsoft s'étend. En mai 2017, Mathieu Jeandron, alors directeur du numérique pour l'éducation au ministère (DNE) envoyait un courrier à tous les rectorats, confirmant qu'il n'y avait « pas de réserve générale sur l'usage des outils liés aux environnements professionnels chez les grands fournisseurs de service du Web (GAFAM et autres) ». La large diffusion de ce document confidentiel suscita l'émotion, notamment de la part de la CNIL. Le malaise s'accrut lorsque le même Mathieu Jeandron rejoignit Amazon en 2018. Son successeur, Jean-Marc Merriaux, lui, est connu pour avoir vanté les mérites de la plateforme d'auto-édition d'Amazon auprès des enseignants lorsqu'il était directeur de Canopé, un organisme public chargé d'éditer des ressources pédagogiques.

Plus profondément, la numérisation s'étend peu à peu à tous les aspects de la vie et du quotidien, alors que les confinements et la crise pandémique de la Covid-19 permettent de lever tous les freins et les doutes. Pour se déplacer, faire ses courses, se distraire, payer ses impôts ou accéder à un service public, le numérique devient peu à peu obligatoire, au nom d'une illusoire « dématérialisation » écologique et d'un supposé caractère pratique sans cesse vanté. Ceux qui s'y refusent sont stigmatisés comme victimes d'« illectronisme » et doivent être éduqués. Cette numérisation à marche

15 Voir l'enquête embarquée de Christophe Cailleaux, « La EdTech à l'assaut de l'éducation », in C. Biagini, Chr. Cailleaux et Fr. Jarrige (dir.), *Critiques de l'école numérique*, Paris, L'Échappée, 2019.

forcée de la vie ne manque pas de reproduire fractures et inégalités, tout en offrant un magnifique cheval de Troie aux géants du web pour faire effraction dans nos vies

Conflits d'intérêts, déterminisme technique, fascination débridée pour le modèle de la startup, idéologie de l'innovation : le numérique colonise l'État et l'imaginaire de ceux qui le gouvernent. Malgré son coût environnemental et social. Mais c'est le propre d'une idéologie de se détourner des faits au risque d'accentuer les crises et destructions qu'elle prétendait pourtant combattre.